

LETTRE / mi-mandat Bilan

#6
août 2013

groupe Europe Ecologie les Verts/ Parti Occitan

du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Notre Groupe au Conseil régional PACA

Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde
13481 Marseille Cedex 20

Tél : 04 91 57 50 72 Fax : 04 91 57 50 89

Secrétariat : Annick Chaussy-Lejeune
alejeune_chaussy@regionpaca.fr

Coordinateur : Thomas DJIAN
04 88 73 62 83 tdjian@regionpaca.fr

Chargé de mission : Marc SENDRA
06 22 19 47 76 msendra@regionpaca.fr

Communication : Emma CHAMARD
06 03 48 47 54 echamard@regionpaca.fr

Les élu-e-s : initiale prénom+nom@regionpaca.fr



Pour la transition écologique, il faut des élu-e-s écologistes !

L'écologie c'est l'amélioration de l'environnement et de notre qualité de vie, la création de nouveaux emplois, un avenir pour les jeunes. En France, la transition écologique tarde à se réaliser, face au blocage de puissants groupes d'intérêt. Le temps des discours, des études, des schémas et tables-rondes doit se clore. Il y a urgence à agir concrètement.

Les écologistes ont fait le choix, en mai 2012, d'entrer au Gouvernement pour peser sur les décisions. Les politiques des deux ministres EELV Cécile Duflot et Pascal Canfin se traduisent par de réelles avancées, dans les domaines du Logement, de l'urbanisme, du Développement. Au-delà de ses ministres, la participation d'EELV au Gouvernement sera aussi appréciée à l'aune de choix structurants, sur les Investissements d'avenir, la fiscalité, l'énergie, l'industrie, les transports, avec des échéances importantes d'ici la fin 2014. Avec les ministres, les parlementaires écologistes contribuent à peser sur ces décisions.

Dans la plupart des Régions, les écologistes expérimentent leur place dans des Majorités rassemblées de gauche, depuis 2010. Nous réussissons à agir concrètement sur le Logement, le Transport, la Santé, l'Énergie. En région PACA, les délégations du groupe EELV-Poc sont stratégiques. Nous portons des politiques innovantes, qui n'existeraient pas sans les élus écologistes : lancement d'un programme massif de réhabilitation des logements sociaux, sanctions pour les communes qui ne respectent pas leur quota de logement social, amélioration de l'offre et de la fiabilité des trains régionaux, nourriture locale et de qualité dans les lycées, soutien aux énergies renouvelables et à l'économie verte.

La fin du mandat des élus régionaux écologistes est en mars 2015, dans un contexte budgétaire de plus en plus tendu. Nous mettrons tout en œuvre pour respecter notre contrat de mandature, en demandant des actes concrets à nos partenaires. La transition écologique reste notre cap politique.

CONSEILLERS REGIONAUX EUROPE ECOLOGIE LES VERTS / PARTI OCCITAN,
SUIVRE LEURS ACTIONS ET LEURS POLITIQUES : **tweet : @eelvpoc**

http://paca.elus-ecologistes.fr



André ASCHIERI
Vice-Président
Foncier / Logement / Habitat



Sophie CAMARD
Co-présidente du groupe
Présidente Commission Emploi,
Dvpt économique,
Enseign. sup. et Innovation



Colette CHARRIAU
Déléguée Logement / Habitat



Philippe CHESNEAU
Délégué auprès du Président
pour le Dvpt de l'Économie
responsable



Annick DELHAYE
Vice-Présidente
Développement soutenable
Environn./ Énergie / Climat



Christian DESPLATS
Co-président du groupe
Membre de la Commission
lycées, patrimoine,
investissements régionaux



Joëlle FAGUER
Déléguée Solidarité
Internationale



Hervé GUERRERA
Délégué Schéma Régional
d'Aménagement et de
Développement durable du
Territoire (SRADDT)



Anne-Marie HAUTANT
Vice-Présidente
Santé / Alimentation



Annabelle JAEGER
Déléguée biodiversité
Présidente de l'ARPE (Agence
Régionale pour l'Environnement)



Philippe MUSSI
Membre de la Commission
d'Appels d'Offres (CAO)



Alain NICOLAS
Membre des commissions
Développement soutenable
Environnement / Énergie / Climat et
Europe/Euro-régions



Michèle RUBIROLA-BLANC
Membre de la Commission
Sport, jeunesse et vie associative



Jacques OLIVIER
Président Commission
Agriculture/Forêt/Mer/Pêche/
Littoral



Jean-Yves PETIT
Vice-Président
Transports / Eco-mobilité



Christine SANDEL
Déléguée Protection Littoral et
Milieux marins



Aïcha SIF
Présidente Commission Culture,
Patrimoine culturel et Tourisme



Docteur Pierre SOUVET
Secrétaire général de
l'Observatoire Régional de la
Santé (ORS)



Laurence VICHNIEVSKY
Membre de la commission
transports



LA RÉGION

5 000 000 d'habitants
80% de la population vit sur le littoral
29% des enfants vivent dans un ménage pauvre
1^{ère} région touristique de France

LE CONSEIL RÉGIONAL

Budget 2013 : 1,974 milliard €
(Budget ville de Marseille : 1,472 milliard €, budget Conseil Général 13 : 2,5 milliards €)

« COMPÉTENCES » OBLIGATOIRES

- le développement économique
- le transport régional des voyageurs (notamment les TER)
- l'aménagement du territoire
- les lycées (hors personnel enseignant et programmes)
- la formation professionnelle et l'apprentissage
- les Réserves et Parcs Naturels Régionaux

COMPÉTENCES « VOLONTARISTES »

- emploi, politique territoriale
- environnement / énergie
- formation initiale/ recherche
- politique de la ville • culture • sports
- solidarité • santé • alimentation • tourisme
- jeunesse/vie associative • prévention/sécurité
- mer/littoral • agriculture • Europe/international

FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

MAJORITE : 72

Groupe Socialiste,
Radical et républicain : 43
Groupe EELV / POC : 19
Groupe Front de Gauche : 10

OPPOSITION : 51

Groupe UMP : 30
Groupe Front National : 20
+ 1 non apparenté (ex-FN)

FONCTIONNEMENT

L'Assemblée, organe délibératif : 123 conseillers régionaux.

Votes des politiques régionales lors des Assemblées Plénières (tous les 2 mois) et lors des Commissions Permanentes (toutes les 6 semaines).

Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (**CESER**), **organe consultatif** : 116 membres

Les services techniques

Le bureau, organe exécutif : constitué du Président (Michel Vauzelle) + 15 Vice-Président-e-s + les président-e-s des groupes politiques de la majorité.

Le Conseil Régional des Jeunes (créé en 1999), composé de 123 lycéen-ne-s et apprenti-e-s élu-e-s pour 2 ans

Infos

Conseil Régional PACA, 27 place Jules Guesde
13481 Marseille cedex 20 - 04 91 57 50 57

Les **délibérations** votées sont consultables sur le site du Conseil Régional PACA.
<https://deliberation.regionpaca.fr/>

Les Assemblées Plénières sont à suivre en direct ou différé sur la web-télé :
<http://tv.regionpaca.fr/index.php/page/conseil>



L'ÉCOLOGIE POLITIQUE, ON COMMENCE PAR QUOI ?

Par l'attention à la **gouvernance**, à l'**éthique au sein de l'Institution** et la **gestion rigoureuse de l'argent public**.

C'est aussi par le respect de la parité homme/femme en imposant une co-présidence paritaire de groupe. Nous sommes les seuls à l'avoir fait ! A mi-mandat, nous avons changé comme convenu, et élu un nouveau binôme, S. Camard et Ch. Desplats, pour co-présider le groupe.

L'ÉCOLOGIE DEMANDE DES COMPTES

Evaluation des politiques publiques

Nous réclamons sans cesse des évaluations des politiques en cours, afin de considérer la pertinence de les prolonger ou les modifier ou les amplifier. Contre toute logique, c'est difficile à obtenir !

Lutte contre les paradis fiscaux

Nous avons demandé des comptes aux établissements financiers partenaires pour **ne plus travailler avec ceux qui gardent des liens avec les paradis fiscaux**.

Transparence des critères des subventions et éco-conditions

Nous demandons, encore en vain dans certains secteurs, des critères transparents. Et l'élaboration de **critères sociaux et environnementaux** dans les attributions de subventions, ce qui était inscrit dans le programme de la majorité.

Contre l'absentéisme des élu-e-s

Notons que notre groupe a obtenu la mise en place de pénalités pour les conseillers régionaux absents lors des commissions et Assemblées. La moindre des choses, non ?

Contre le cumul des mandats

Nous avons demandé à voir le tableau des indemnités des conseillers régionaux (soumises au vote) et les écarterements (versement à un-e autre élu-e du dépassement non autorisé des indemnités reçues dans le cas du cumul des mandats, pratique que nous condamnons !).

L'ÉCOLOGIE POSE DES PRIORITÉS

Ecologiser une institution, c'est établir des priorités dans les interventions régionales

et marquer les efforts dans les projets soutenables, bénéfiques tant pour l'économie de notre région, que pour la qualité de vie des habitants, la durabilité des ressources naturelles et la qualité des environnements.

C'est du bon sens. Mais ce n'est pas ce qui est forcément pratiqué, aussi bien par la gauche traditionnelle que par la droite.

- **RÉDUIRE LA POLLUTION**
- **RÉDUIRE LA CONSOMMATION ET LA FACTURE D'ÉNERGIES**

En améliorant les transports en commun, à l'heure où les embouteillages, la pollution, le prix du carburant ne cessent d'augmenter. La Région PACA a accumulé trop de retard en matière de rénovation et de développement des infrastructures ferroviaires.

En se battant pour un logement pour tous, et pour le confort thermique !

Nous voulions affirmer le foncier, le logement et l'habitat, comme politiques prioritaires. Et y entraîner progressivement tous les acteurs régionaux et tous les territoires. La Région a ainsi développé des dispositifs notamment pour lutter contre l'étalement urbain, pour préserver les terres agricoles au profit du développement d'une agriculture biologique de proximité, pour aider prioritairement les acquisitions foncières pour la construction de logements pour tous, pour adosser une politique ambitieuse de réhabilitation thermique des logements sociaux aux programmes de réhabilitation classiques.

En opérant la transition énergétique

Nous poussons la région à s'engager plus fortement dans la transition énergétique, d'une part **en travaillant sur la baisse de la consommation**, d'autre part **en développant la production d'énergie par les énergies renouvelables**, avec l'intention, affirmée par une motion, **de sortir progressivement du nucléaire d'ici 2050...**

En améliorant la qualité de l'alimentation

Un service public régional de restauration des lycées, service de proximité par excellence, constitue un enjeu stratégique, par l'importance du public concerné, l'impact économique, notamment sur les filières agricoles et agro-alimentaires régionales et les enjeux de santé publique et de développement soutenable.

COHÉSION + ÉNERGIE DE GROUPE = FORCE POLITIQUE

Réunion de groupe tous les 15 jours

Au-delà des équipes de travail, des échanges quotidiens, notre groupe se réunit tous les 15 jours, afin d'échanger des informations, travailler sur les projets, propositions, freins de chacun-e.

1 à 2 fois par an, nous consacrons 1 à 2 journées de séminaire de travail collectif et suivons également des formations.

Réunion restreinte tous les lundis.

Des élu-e-s réuni-e-s en « bureau » avec les collaborateurs, élaborent l'agenda de travail de la semaine et répartissent les tâches multiples.

Garder un rapport étroit au terrain

Nous effectuons des tournées des territoires en petits groupes d'élu-e-s en charge de problématiques différentes, pour rencontrer des acteurs locaux, porteurs de projets et rendre compte de nos actions.



Une attention toute particulière aux bonnes relations entre tous et toutes (élu-e-s et collaborateurs/trices) et à la convivialité !

Cette méthode de travail mise en place dès avril 2010 a permis de souder le groupe, de développer une culture et une force communes, malgré des tensions inhérentes à tout groupe humain et, ainsi, de **pouvoir développer une grande partie des projets inscrits dans le programme des élections régionales**, alors que la machine institutionnelle, complexe et parfois verrouillée, rend la tâche difficile.

Le groupe bouscule des habitudes prises par nos partenaires politiques, souvent divisés et oeuvre pour un conseil régional plus démocratique, plus transparent, plus ambitieux, tout en étant plus économe sur des dépenses dont l'utilité générale n'est pas prouvée.

Chaque élu-e participe à 1 ou 2 commissions de travail, examine les dossiers pour lesquels la commission émet des avis, avant qu'ils ne soient soumis au vote des assemblées plénières et permanentes.

Enfin, les élu-e-s siègent dans nombre d'organismes extérieurs. Aux conseils d'administration des lycées, des parcs naturels régionaux pour ne citer qu'eux !



Les collaborateurs du groupe. Chaque vice-président(e) travaille également avec une équipe de 2 à 3 personnes.



NOS DIVERGENCES AVEC LA MAJORITÉ



Nous sommes minoritaires au sein de la Majorité (PS/EELV/Front de Gauche). Mais nous sommes, en nombre, le premier partenaire du PS. Il a besoin de nous pour voter le budget, par exemple, mais pas que...

Malgré notre projet commun, inscrit dans le programme de la majorité, et des convergences, nos partenaires ne partagent pas toutes nos visions et préoccupations. Ça se saurait !

Malgré nos batailles et arguments, sont votés avec la droite des financements d'opérations, en particulier d'Etat, coûteuses et nuisibles à l'environnement : ITER, Tunnel de Toulon, LGV, OIN plaine du Var... et le co-financement d'opérations de prestige portées par des grandes collectivités de droite : couverture du stade Velodrome, Palais des Festivals à Cannes, etc. Sans parler de dépenses internes, de communication de prestige, d'évènements sportifs de grande ampleur, onéreux, de la Villa Méditerranée... Autant d'opérations qui mobilisent des financements importants au détriment de nos politiques d'avenir, au détriment de besoins plus essentiels de la population et d'équipements de proximité dans des quartiers ou territoires mal desservis.

AÉROPORT D'AVIGNON

L'objectif de la Région reste d'augmenter le nombre de liaisons aériennes de cet aéroport, contre l'avis des écologistes.

GRANDS STADES ET PALAIS DES FESTIVALS

Nous nous opposons, en vain, à tout financement par la Région des grands stades et des « grands » palais (Stade Vélodrome, Stadium de Nice, Palais des festivals à Cannes...).

TUNNELS DE TOULON ET L2 À MARSEILLE

Seuls à nous opposer au financement régional des **surcoûts** colossaux. Le Conseil Régional ne doit pas assumer ce qui est de la responsabilité de l'Etat et des projets d'une autre époque. Mais PS, UMP et Front National votent pour. Le FdG aussi, parfois.

NOUVEAU TUNNEL ROUTIER DU COL DE TENDE : SANS LA RÉGION !

Les travaux n'avaient pas encore commencé. Le projet devait entraîner l'asphyxie automobile de la Vallée de la Roya. 35.4 M€ de financements régionaux étaient en jeu. Nous avons demandé et obtenu le non-financement de la Région en 2013. Il faut continuer à s'opposer en 2014.

ITER

Seuls à voter contre et à demander l'arrêt du financement régional de ce projet irréaliste de fusion nucléaire et au surcoût croissant. Nous avons obtenu malgré tout que pour 1€ investi dans ITER, 2€ le soient dans les énergies renouvelables.

LGV - LIGNE NOUVELLE

Seuls à proposer et avoir obtenu un projet ferroviaire alternatif à la LGV donnant la priorité aux TER

FINANCEMENT DU 6^e FORUM MONDIAL DE L'EAU A MARSEILLE EN 2012

Seul groupe à s'opposer au financement du Forum (collusion public-privé difficilement acceptable). Après négociations, la Région s'est cependant engagée à soutenir le Forum alternatif Mondial de l'Eau (FAME), qui a été un vrai succès.

ECO-CONDITIONNALITÉ ET EVALUATION

Les écologistes ont avancé pour la mise en place de critères « sociaux, sociétaux et environnementaux ». Mais ce travail n'est qu'un début, PS et Front de Gauche étant fortement réticents à introduire ces critères.

SOUTIEN À DES STRUCTURES CULTURELLES DE PROXIMITÉ

Face au soutien aux grands festivals de prestige, nous rencontrons des difficultés récurrentes à réorienter les aides au secteur culturel : la critérisation n'est pas aboutie et l'aide transparente aux petites structures est un combat continu...

MIEUX S'ALIMENTER

- 85 000 lycéens inscrits à la demi-pension ou à l'internat
- 26 millions d'€ de denrées alimentaires achetées chaque année par les lycées
- 11 millions de repas servis par an
- la moitié des 3600 agents régionaux dans les lycées travaillent en cuisine

PRÉVENIR PLUTÔT QUE GUÉRIR MIEUX SE SOIGNER

Déjà 12 projets de Maisons Régionales de la santé

POUR UNE AGRICULTURE LOCALE DE QUALITÉ

- 1ère région productrice de produits bios
- Objectif voté : 30% de bio en 2020
- En 2010, le taux de pénétration de la bio dans l'agriculture est de 10,5 % de la Surface Agricole Utile (national : 3,09 %)

SAUVER LE FONCIER AGRICOLE

- Terres agricoles : l'équivalent de la superficie d'un département disparaît tous les 7 ans en France.
- Dans notre Région, 3000 ha de terres agricoles disparaissent chaque année.
- A ce rythme, en 2030, l'agriculture aura totalement disparu de nos zones périurbaines. Elles produisent 75% de la richesse agricole de la région.



A. Aschiéri, M. Tarbouriech, A.-M. Hautant (Santé/Alimentation). Notre collègue Marie Tarbouriech, déléguée à « l'alimentation de qualité » est décédée en janvier dernier et laisse un grand vide dans le groupe. C'était une femme engagée de longue date dans la cause écologiste. Femme de conviction, ingénieur agronome, poète, occitaniste, militante, elle nous manque ! notamment dans le travail qu'elle a mené sur le patrimoine des variétés anciennes cultivées et sur le lien entre alimentation et santé.

RESTAURATION SCOLAIRE

L'impact de l'environnement et de l'alimentation sur la santé n'est plus à prouver. Nombre d'études scientifiques le confirment. Nous avons ainsi impulsé la création d'une délégation Santé/Alimentation.

MIEUX MANGER !

Travailler sur la qualité de la restauration scolaire (compétence propre de la Région) est d'autant plus fondamental que la question des approvisionnements permet de traiter également des sujets qui nous sont chers : l'agriculture locale de qualité, les circuits courts de production et le développement de l'emploi local.

Ce service public de proximité par excellence constitue donc un enjeu stratégique, également par l'importance du public concerné.

La restauration doit répondre à des enjeux :

- de **réduction des inégalités sociales par une politique tarifaire adaptée.**

Nous travaillons également à l'harmonisation nécessaire des tarifs entre établissements, jusque là fort inégalitaires.

- d'amélioration de la qualité, par une politique éducative au « savoir bien manger ».

Le changement des habitudes alimentaires est donc un enjeu fondamental pour tous, acteurs publics, parents d'élèves, professionnels de l'éducation et de la santé. Les jeunes sont associés à la réflexion sur des modes de restauration alternatifs.

Une étude a également été lancée sur la consommation énergétique des restaurants scolaires, de l'achat des produits, leur transformation et l'élimination des déchets.

ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS : MAISONS RÉGIONALES DE LA SANTÉ (MRS)

Dans un contexte de crise de la démographie médicale et d'inégalité de répartition géographique de l'offre de soins, les MRS permettront de lutter contre les déserts médicaux, garantir l'amélioration de l'accès à la médecine dite de premier recours (généraliste) et des conditions d'exercice des professionnels.

RENFORCER LA PREVENTION

Par ailleurs, la délégation soutient prioritairement des actions d'information, d'éducation et d'accompagnement, relatives aux problématiques de santé destinées aux jeunes : SIDA, MST, addictions, malnutrition, homophobie, violences, souffrance psychiques...

LE PASS SANTÉ +

La Région PACA a lancé en 2013 son pass contraception. Le pass santé + est un dispositif destiné à faciliter l'accès à la contraception des filles et garçons, alors que notre région se distingue malheureusement par son taux d'avortements record en France métropolitaine.

Alimenter l'esprit : la culture, les cultures !

Agenda 21 de la Culture : les éco-festivals

Le secteur de la culture est particulièrement en souffrance. Il y a eu peu d'espace possible de collaboration avec le vice-président en charge de la culture, les premières années du mandat. Questionnement de notre part sur le financement de Marseille Provence 2013. L'aide aux petites structures culturelles locales, de plus en plus précarisées, est pour nous un combat. Aïcha SIF, présidente EELV de la commission culture, met en place de nouvelles manières d'appréhender la culture, la mutualisation des talents et des moyens, développées avec les acteurs, avec la création de Coopératives d'Activités et d'Emplois Culturelles (CAE).

Promotion des Langues et Cultures régionales

Une Commission « Langues et cultures régionales », fortement soutenue par nos élu-e-s occitanistes a été créée et le budget « Promotion des langues régionales » augmenté. H. Guerrera soutient les actions en faveur de la langue d'Occitanie, pilier de la cohésion régionale. A noter un conventionnement avec l'Éducation Nationale, des opérations festives et une aide marquée aux acteurs de terrain.



POUR UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ !

Avant 2004, il manquait une vision globale écologique dans la politique agricole. Les Verts, et plus particulièrement J. Olivier, ont marqué de leur sceau la politique agricole de la Région en disant non aux OGM en plein champ dès 2004, en mettant en place une action « cantine bio » dès 2005 dans les lycées, en soutenant les 1^{ères} assises de la bio en 2006 et le plan cadre régional de développement de l'agriculture biologique.

Un amendement que nous avons déposé en 2011 a permis d'introduire l'objectif de 30% d'agriculture biologique en PACA d'ici 2020.

Au-delà, c'est la question cruciale de l'autonomie alimentaire dans notre région qui se pose et les moyens que l'on se donne. Une étude prospective doit être prochainement lancée.

Combat pour la préservation et reconquête des terres agricoles

Dans notre Région, 3000 hectares de terres agricoles disparaissent chaque année. La situation est très grave et l'enjeu vital pour notre alimentation (voir le tableau en haut à gauche)

Une course contre la montre est engagée ! Nous apportons notre contribution à la lutte contre le phénomène en aidant les communes et les intercommunalités qui le souhaitent à acquérir du foncier agricole pour le mettre en exploitation, soit en le confiant à des agriculteurs, soit en l'exploitant elles-mêmes.

Pour la conservation et la valorisation des anciennes variétés cultivées

Sous l'impulsion de M. Tarbouriech, la Région travaille sur la structuration d'un réseau régional de gestion des ressources génétiques sur les diverses filières agricoles (céréales, espèces fruitières, légumières, fourragères, chèvre du Rove...).



RÉDUIRE CONSOMMATION et facture énergétiques

Basé sur l'innovation, la coopération et la mise en réseau des acteurs d'un territoire ou d'une filière économique, le programme A.G.I.R. + (Action Globale Innovante pour la Région), se déploie auprès de différents acteurs : le monde agricole, le tourisme, le bâtiment, les associations, les collectivités, les entreprises... (Voir chiffres dans l'encadré à droite).

LE PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL (PCER)

Le dérèglement climatique est à l'œuvre. La Région a voté fin 2012 son PCER, volet climat de l'Agenda 21, avec 2 objectifs : limiter l'impact sur le climat en réduisant les gaz à effet de serre (GES) et l'adaptation du territoire aux nouvelles contraintes (sécheresse, inondation, recul des glaciers...)

Dans le cadre du PCER, notre institution a choisi de s'engager sur ses responsabilités directes (bilan carbone de son patrimoine et de ses services) et comme animatrice auprès des acteurs et de la population du territoire (bilan carbone de l'ensemble des activités). Ces bilans sont la base de référence pour la mise en place d'actions qui doivent permettre d'atteindre les objectifs énergétiques et climatiques des lois Grenelle, de l'Europe (les 3x20) et du Schéma régional climat air énergie (SRCAE).

DE L'EMPLOI POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Fruit de 2 ans de travail avec l'Etat et les partenaires du territoire, le SRCAE fixe des objectifs que nous avons voulu ambitieux pour engager notre région vers la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique :

- Diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050
- Diminuer de 50% nos consommations d'énergie d'ici 2050
- Développer les énergies renouvelables pour couvrir 2/3 des besoins régionaux en 2050

C'est un défi dans lequel nous sommes engagés, avec **10 à 15000 emplois à créer sur le territoire régional pour réhabiliter les bâtiments.**

L'isolation des bâtiments : programme Rhéa-HLM

La rénovation des HLM engagée avec les bailleurs, se poursuit et l'efficacité énergétique est prioritaire. Notre programme RHEA-HLM (voir encadré à droite), piloté par Colette Charriau, répond aux enjeux du développement soutenable. Les locataires sont accompagnés pour adapter également leurs pratiques afin de réduire leur consommation d'énergie, tout en ayant un meilleur confort thermique.

C'est un **enjeu social** : lutter contre la précarité énergétique. La part des ressources consacrées par les ménages à des dépenses énergétiques est en augmentation croissante.

C'est un **enjeu économique** : de nouveaux marchés et emplois pour le secteur du bâtiment. Compétences et qualifications sont à développer.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : quelle région voulons-nous en 2030 ?

Délégué au Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), H. Guerrera pilote sa révision, rendue nécessaire par les défis de l'accélération du changement climatique, des difficultés sociales accrues, les réformes et révision de politiques publiques. Voté en juin 2013, il doit désormais être décliné en dispositifs opérationnels et irriguer toutes les politiques régionales.

A quoi sert-il ? A anticiper ! Anticiper les besoins de la population régionale dans le futur, aider à préparer les mutations nécessaires de la société. A définir les politiques publiques les plus appropriées (en matière d'équipements, de logements, de foncier, de transports, d'activités...), en prenant en compte les défis et les nouvelles problématiques du territoire.

Quel objectif ? Fixer les orientations stratégiques, à moyen terme, du développement durable du territoire régional. Voir le site : <http://2030.regionpaca.fr>

PROTÉGER NOTRE LITTORAL

Le littoral exerce une attractivité sans commune mesure avec les autres territoires de la région. 8 personnes / 10 habitent le littoral ! Sur cet espace s'exercent ainsi de fortes pressions foncières, touristiques, urbanistiques, d'infrastructures de transports...

Sous la houlette de C. Sandel, les écologistes défendent les enjeux d'une « gestion intégrée » du littoral. Elle a été très investie sur la construction de la Stratégie Régionale mer et littoral, qui s'appuie sur les trois piliers du développement durable (votée en juin 2012 - avant d'aborder des chantiers plus opérationnels).

LA BIODIVERSITÉ ENGENDRE 1 EMPLOI SUR 6 EN FRANCE.

40% DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES en dépendent directement (agro-alimentaire, textile, médicaments, tourisme et loisirs...). Des métiers nouveaux émergent : génie écologique, reconversion de friches industrielles, éducation à la biodiversité... Un nouveau regard sur la biodiversité multiplie les opportunités d'innovation, qui mobilisent les acteurs publics, la recherche, les entreprises...

En matière de biodiversité, l'objectif d'EELV est simple et ambitieux : faire comprendre à tous nos partenaires qu'il est de notre responsabilité collective de la préserver à travers l'ensemble de nos activités. C'est dans cet esprit qu'Annabelle Jaeger, déléguée à la biodiversité, a élaboré une **Stratégie globale de la biodiversité** en PACA.

LA BIODIVERSITÉ : NOTRE ASSURANCE-VIE !

Cette stratégie est co-construite avec les acteurs du territoire, à travers la réunion récurrente des acteurs de la biodiversité. **Un plan d'actions en découle et s'élabore actuellement. Il vise tout autant l'intégration de la biodiversité dans les politiques régionales** (tourisme, aménagement du territoire, agriculture, transports etc), **que les actions que la Région peut impulser avec ses partenaires.**

Cette stratégie s'appuie sur un outil-phare : l'**Observatoire régional de la Biodiversité**, au sein de l'Agence Régionale pour l'Environnement (ARPE), pour accompagner la prise de décision des collectivités.

S'ALIMENTER EN ÉNERGIES

Moins gaspiller, mieux produire localement.

Promotion de tous les dispositifs pour la transition énergétique.

PACA en 2010 : 1^{ère} région en solaire photovoltaïque, 2^e en solaire thermique. (11^e place en 2004 !)

Motion portée par EELV, votée en avril 2011 : « Pour une meilleure prise en compte du risque nucléaire dans notre région »

PROGRAMME A.G.I.R.+ POUR LA PLANÈTE (2010-2014)

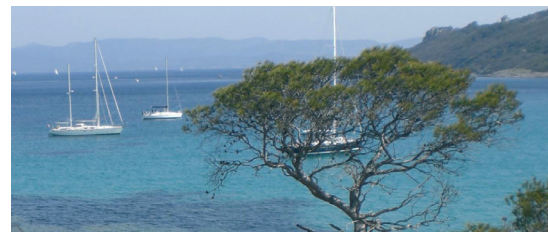
- 60 millions € pour 2010-2014
- Budget total 2011 : 12.3 millions €
- Produits de source renouvelable : 1.3 millions de KWH/an
- 4.2 millions de KWHEP/an économisés
- Nb de projets soutenus 2007-2011 : 1017
- 70 communes soutenues (« Villes lauréates AGIR ») dans leurs démarches de réduction des consommations d'énergie : 1 million d'habts concernés
- 7 € d'activités générés pour 1 € investi

ISOLATION DES BÂTIMENTS

Les bâtiments sont responsables à 40 % des émissions de gaz à effet de serre.

PROGRAMME PHARE RHEA-HLM

- Cible d'intervention : 10 % du parc social de la région.
- 60 M€ en 4 ans.
- 25 000 logements rénovés (d'ici 2014)
- 750 M € de travaux projetés
- 2013 : déjà 28 M€ qui ont permis d'engager la réhabilitation écologique de 14000 logements sociaux.



AMÉLIORATION DES TRANSPORTS RÉGIONAUX

- 100 000 usagers chaque jour dans les TER
- 20 000 personnes sont passés de trajets en voiture aux TER et LER.
- Fréquentation : + 20%
- Porteurs de cartes : + 50%
- Recettes + 8%
- 541 TER en 2007 - 705 en 2012

ON CONTINUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ ! PLAN PRIORIT 2013

L'objectif de ponctualité a été arrêté à 93.8% la limite du nombre de suppressions a été fixé à 1.8%

16 nouvelles locomotives en 2013

GRATUITÉ ET ACCESSIBILITÉ LA CARTE ZOU !

GRATUITÉ : aux étudiants (-26 ans), lycéens, apprentis et stagiaires, sur trajets entre domicile et lieu d'études (avec achat d'une carte annuelle) et une réduction de 50% sur l'ensemble des transports de la région.

POUR TOUS : 50% de réduction sur tous les trajets et 75% sur le trajet favori

90% de réduction sur tous les trajets, aux précaires, chômeurs, invalides ayant un revenu inférieur au SMIC, avec la carte solidarité, valable 1 an au lieu de 6 mois.

... Et on continue en 2013 avec le Pass Alternatif qui permet d'utiliser les Cartreizes, les TER et la RTM entre Aix ou Aubagne et Marseille

SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

La Région réalise des coopérations décentralisées et gère des fonds européens (fonds FEDER FSE et FEADER).

Joëlle Faguer est très présente et active dans le cadre de sa délégation affectée aux solidarités internationales (gestion de crises).

Cette possibilité pour notre Région d'intervenir directement pour aider d'autres régions de pays étrangers est encadrée par la loi et impose que nous agissions dans le cadre de l'urgence. Les territoires suivis actuellement sont Haïti, un gouvernement de Tunisie et la Corne de l'Afrique.

Pour la Tunisie, même processus, puisque la Région a d'abord répondu à une situation d'urgence humanitaire au moment où les réfugiés libyens sont arrivés en masse en Tunisie, en envoyant du matériel médical aux hôpitaux de Thala et de Kasserine. Une convention de coopération décentralisée a été signée avec Kasserine.

Pour la Corne d'Afrique : soutien à l'aide alimentaire.

Aide aux camps de réfugiés syriens également.

Les priorités de la Région ont été posées en début de mandat : atteinte des « objectifs du millénaire pour le développement » et les actions de coopération doivent cibler les Pays les Moins Avancés.

L'objectif de la Région est d'aller au-delà de l'action humanitaire et d'instaurer des coopérations plus pérennes.

(Mieux) se DÉPLACER

Les déplacements constituent un enjeu majeur, tant social, environnemental qu'économique, pour nos concitoyens comme pour les entreprises et les collectivités.

C'est pourquoi nous avons demandé de cette délégation d'importance, qui a été confiée à Jean-Yves Petit.

QUALITÉ DU SERVICE TER DE RETOUR !

Nous avons pris un engagement majeur : redresser la qualité et la fiabilité du service TER, qualité qui était dégradée et entraînait un fort mécontentement des usagers.

3 ans après, le plan PrioriT, issu d'un accord Région, SNCF et RFF, a permis un redressement du service (+ de trains, à l'heure, informations aux usagers en temps réel...). Les usagers s'y retrouvent puisqu'on a enregistré une augmentation de la fréquentation et des recettes en hausse.

GRATUITE ET ACCESSIBILITÉ

Favoriser l'accès aux transports pour tous, encourager l'usage régulier du train est une priorité écologique. La Région a voté une importante réforme tarifaire fin avril 2011. Voilà la carte ZOU ! (cf encadré).

Une deuxième phase tarifaire est enclenchée. L'objectif à atteindre est une tarification harmonisée sur l'ensemble du territoire, une tarification zonale inter-transport type «Pass Navigo».

PLUS D'AMÉNAGEMENTS POUR LE VELO

Par une délibération votée fin 2010, la Région investit dans le vélo comme moyen de déplacement. Pour circuler en ville sur des pistes cyclables sécurisées, la région co-finance à 50% les pistes cyclables dans un



rayon de 3 kms autour des gares et des lycées. Elle finance jusqu'à 75 % les parkings vélos sécurisés, afin que l'on puisse laisser son vélo en toute quiétude. Elle développe les voies vertes et vélos-routes.

NON À LA TRÈS GRANDE VITESSE (LGV), PRIORITÉ AUX TER

Les écologistes l'ont dit et redit : la LGV PACA décidée par l'Etat n'est pas notre priorité. En revanche, nous avons besoin de développer un réseau régional qui date de plus d'un siècle et n'est plus adapté aux besoins des habitants de notre région. Le projet « LGV PACA » a évolué vers une amélioration du réseau ferré régional et le traitement des axes saturés (traversée de Marseille et Cannes / Nice). Dans ce cadre-là, nous avons fait adopter un plan de développement du transport régional à l'horizon 2015/2023/2040 qui prévoit une augmentation de capacité sur certains axes : Marseille-Aix, Toulon-Hyères, Cannes-Grasse, Marseille-Aubagne, des réouvertures de lignes : Avignon-Carpentras, Carnoules-Gardanne, Digne-St Auban, Rognac-Aix, Aubagne-Valdonne.

NOTRE CONCEPTION DU SERVICE PUBLIC : UNE CONCERTATION PERMANENTE AVEC LES USAGERS

Depuis 3 ans, nous avons rencontré au travers de centaines de réunions, associations, syndicats, élus et usagers des transports. Les comités de ligne ont été dynamisés et les représentants des usagers peuvent aujourd'hui faire remonter leurs demandes et critiques.

(MIEUX) SE LOGER

Nous avons lancé une politique volontariste pour davantage de logements sociaux - quand 80% de la population régionale est éligible pour en obtenir un -, pour préserver les terres agricoles, lutter contre l'étalement urbain et promouvoir la réhabilitation énergétique des bâtiments. André Aschiéri et Colette Charriau pilotent ces politiques.

Habitat et logement. Notre programme « RHEA HLM » (cf p5) a fixé l'objectif de la réhabilitation sociale et énergétique de plus de 25 000 logements sociaux parmi les plus « énergivores », dans le cadre de conventions avec les organismes HLM.

De plus, la Région cofinance les programmes de rénovation urbaine impulsés par l'ANRU, les projets d'acquisition-amélioration de logements par des bailleurs sociaux qui les louent en loyers sociaux, les projets permettant à des publics en difficulté d'accéder ou de se maintenir dans un logement décent et adapté, des opérations d'amélioration de l'habitat pour la réhabilitation des centres anciens, ainsi que les projets innovants, comme les projets d'habitat participatif.

Foncier et Urbanisme. Il s'agit désormais de :

Favoriser la solidarité territoriale et réduire les disparités en attribuant aux collectivités des bonus à l'aide régionale si elles respectent la loi SRU (20% de logements sociaux) et désormais baisser toutes les subventions régionales pour celles qui ne respectent pas leurs obligations. Avec l'aide économisée, un Fonds Spécial a été créé afin de favoriser la production de logements pour les jeunes.

CRÉER DE NOUVEAUX EMPLOIS dans l'économie verte

Reconversion industrielle, économie verte, économie sociale et solidaire : Nous accompagnons les solutions pour l'emploi et l'industrie de demain, en entretenant des relations continues avec les acteurs économiques, entreprises et syndicaux régionaux.

LA « TRANSITION ÉNERGÉTIQUE », C'EST DE L'EMPLOI

Nous nous opposons à l'énergie nucléaire et aux gaz de schiste et pour cela, nous soutenons le développement économique des modèles alternatifs. Ainsi, nous avons obtenu que la « transition énergétique » et la « mobilité durable » fassent partie des Domaines d'Activité Stratégique de la politique économique régionale.

Cela signifie que les projets associés à ces thématiques ont un accès favorisé aux financements régionaux (recherche, financement des entreprises...) et européens. Dans notre région, de nombreuses innovations existent sur les réseaux électriques intelligents, les énergies renouvelables et marines (ex : Projets d'Eoliennes flottantes au large de Fos d'ici 2015), l'efficacité énergétique, les objets autonomes en énergie par des surfaces photovoltaïques transparentes.

Ces projets sont suivis par Sophie Camard, qui représente aussi la Région au Comité régional d'orientation de la Banque publique d'investissement, la « Banque de la Transition énergétique ».

ECONOMIE CIRCULAIRE, RECYCLAGE ET RÉEMPLOI

Grâce à notre soutien, la Région accompagne le développement du réseau régional des

Ressourceries, dans le contexte de la nouvelle filière nationale de recyclage et ré-emploi des meubles.

Nous nous mobilisons aussi pour l'implantation d'une éco-industrie du recyclage des vieux navires, vers Fos-sur-mer, ou pour l'implantation d'un prototype de bioraffinerie algale (produire du carburant à partir de micro-algues nourries de CO2 et de soleil. Ex. projet VASCO à Fos).

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE), « ECONOMIE RESPONSABLE »

Dans le cadre de cette délégation portée par Philippe Chesneau, nous avons constitué une poignée de clubs d'acteurs responsables (chefs d'entreprise, encadrants, syndicalistes, experts, associations environnementales...). Nous avons progressé dans la définition de l'économie responsable en PACA, dans les champs de la gouvernance participative, des richesses humaines, de l'environnement, de la santé économique ou de l'ancrage territorial.

S. Camard préside le comité d'engagement d'un fonds RSE (le CEDRE) qui permet d'aider et accompagner une vingtaine de structures exemplaires sur critères sociaux et environnementaux. Nous venons d'obtenir que les entreprises qui présenteront un plan d'actions RSE seront prioritaires dans des financements régionaux (Fonds PACA EMERGENCES).

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Nous travaillons à la consolidation des cadres d'intervention régionaux dans l'Economie Sociale et Solidaire : Identifier



(enfin !) une politique régionale d'achats responsables (application, notamment, de la clause d'insertion), augmenter les outils de financement (ESIA et PARGEST pour les SCOOP), développer la formation des entrepreneurs sociaux, améliorer notre réseau d'accompagnement.

SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS, SOUTIEN AUX PROJETS ALTERNATIFS, ÉCOLOGIQUES ET SOLIDAIRES

Nous rencontrons et nous nous mobilisons auprès des salariés dont l'emploi est menacé : Fralib, Kem One, LyondellBasel, Virgin. Nous accompagnons leur réflexion dans leurs projets de maintien et de reprise d'activité, souvent en SCOOP. Dans le cas des industries pétrochimiques, nous suggérons et soutenons les démarches d'écologie industrielle (énergie, recyclage... et recherche sur des produits de substitution au pétrole, à terme).

Sur le cas de FRALIB, nous aidons à mettre en place une filière de plantes aromatiques en circuit court. En résumé, nous construisons « l'écologie des solutions » non pas contre l'emploi mais avec les salariés. C'est un facteur de réussite de notre démarche.



Les élu-e-s suscitent, accompagnent et traduisent politiquement des mobilisations citoyennes, associatives, syndicales...

**STOP ITER ET CONTRE LE NUCLÉAIRE / NON AUX GAZ DE SCHISTE
PAS DE RECHERCHE D'HYDROCARBURES AU LARGE DE NOS CÔTES / POUR LE
PARC NATIONAL DES CALANQUES / OIN PLAINE DU VAR : CONTRE LA « BÉTON-
VALLÉE » / EAU BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ + APPUI AU FORUM ALTERNATIF
MONDIAL DE L'EAU (FAME) / SOUTIEN AUX SALARIÉS (Fralib, LyondellBasel, Kem One,
Virgin...) / POUR DES TRANSPORTS RÉGIONAUX PERFORMANTS, CONTRE LA LGV /
LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS / LUTTE CONTRE LES PARADIS
FISCAUX / POUR LES LOGICIELS LIBRES ET L'OPEN DATA / LUTTE CONTRE LES
DÉCHARGES SAUVAGES ET LA GESTION OCCULTE DES DÉCHETS...**

Dossiers + détaillés sur <http://paca.elus-ecologistes.fr>

SYNERGIES RÉGIONS / NATIONAL / EUROPE

Citoyen-ne-s / Militant-e-s / Elu-e-s

Travail en synergie avec nos eurodéputé-e-s : Michèle Rivasi, François Alfonsi, Karim Zeribi. Ils invitent régulièrement des délégations de citoyen-ne-s, militant-e-s et élu-e-s de notre région, au Parlement Européen à Strasbourg.

Relations et échanges réguliers également avec les sénateurs et députés EELV, en particulier F.-M. Lambert, notre député des BdR, nos ministres Cécile Duflot et Pascal Canfin, le secrétaire nationale d'EELV, Pascal Durand, et mobilisations communes sur notre territoire.

Chaque année, ont lieu les rencontres nationales des conseiller-e-s régionaux EELV. 2 jours d'échanges et de travail intenses sur leurs politiques et leurs pratiques.

Les Journées d'été nationales (Université d'été à Marseille en 2013) contribuent également aux échanges.



2010-2013, EN BREF

ce que nous avons fait pour engager la transition écologique...

POUR MIEUX SE DÉPLACER

- Augmentation de la fréquentation des TER, grâce au rétablissement de la qualité du service et la carte ZOU : + 20 000 passagers ! Progression de la fréquentation de près de 20%. 541 TER (en 2007) 705 en 2012 et une augmentation de plus de 200 000 KM/trains en 2014
- Lancement du principe d'un RER sur les étoiles ferroviaires métropolitaines (Marseille, Aix, Toulon, Nice, Avignon...)
- Pilotage d'importantes études de modernisation des voies ferrées et de réouverture de lignes au trafic voyageurs
- Poursuite de la rénovation de la ligne des Chemins de Fer de Provence, mise en circulation du nouveau matériel. Reprise de l'exploitation actuellement en délégation de service public par une Régie.
- Nous avons obtenu pour 2013 le non-financement régional du doublement du tunnel de Tende (routier) au profit de politiques de transports publics.
- Augmentation du co-financement avec les communes pour favoriser les politiques vélo
- Actualisation du schéma directeur régional d'accessibilité du transport régional
- Développement des plans de déplacements inter entreprises

POUR L'EMPLOI

- Augmentation du budget emploi/insertion et du budget de l'ESS en PACA.
- Etudes sur la chimie verte, travail en cours sur la reconversion de l'industrie et sur le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM)
- Soutien aux projets d'économie verte et à la recherche et développement en matière d'ENR (éoliennes en mer, algues...)

POUR PRÉSERVER LES RESSOURCES NATURELLES ET NOS ENVIRONNEMENTS

- AGIR + : grand programme de développement des économies d'énergie, dans tous les secteurs, et développement des énergies renouvelables. Motion pour la sortie du nucléaire. Pilotage du débat sur la transition énergétique.
- Dispositifs contre l'étalement urbain
- Budget pour le foncier agricole : aides à l'acquisition de terres agricoles
- **PILOTAGE DU SCHEMA D'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (SRADDT)**
- Elaboration d'une Stratégie régionale de la mer et du littoral
- Pilotage d'une Stratégie globale de la Biodiversité et d'un Observatoire régional géré par l'ARPE
- 1 nouveau Parc Naturel Régional : les Préalpes d'Azur + nouvelles Réserves Naturelles
- Pilotage d'un schéma régional climat/air/énergie (SRCAE) et du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), et pilotage d'un Plan Régional Climat et Energie

POUR MIEUX PRÉVENIR/MIEUX SE NOURRIR/MIEUX SE GUÉRIR

Nouvelle politique au Conseil Régional, défendue par EELV/Poc !

- Du bio dans les restaus CROUS et dans la restauration scolaire des lycées et CFA
- Création de Maisons Régionales de la Santé (MRS) pour lutter contre déserts médicaux
- Lancement d'un dispositif d'accès à la contraception gratuite et anonyme pour les jeunes : le pass santé +
- Formation du personnel des cuisines en vue de valoriser les bienfaits de l'alimentation méditerranéenne. Diffusion des pyramides de l'alimentation méditerranéenne (lycées et CFA)
- **AGRICULTURE** Vote pour 30% agriculture bio (d'ici 2020)

MIEUX SE LOGER/SE CHAUFFER (ISOLATION)

- **Programme de réhabilitation thermique** pour 35 000 logements sociaux en 4 ans.
Cible : 13.5% du parc social de la Région
- Dispositifs pour + de logements sociaux. Bonus ou pénalités dans les aides régionales pour les communes qui ne respectent pas la loi SRU (obligation de 20% de logements sociaux, et avec la loi Duflot : 25%). Avec les fonds économisés :
- Lancement d'un nouveau programme transversal pour faciliter l'accès au logement des jeunes travailleurs, stagiaires, apprentis et étudiants les plus précarisés
- Programme d'accompagnement sur l'habitat participatif

2013-2015,

ce qu'il nous reste à faire...

- Mise en place de conditions écologiques dans toutes les aides régionales (éco-conditions)

- Augmenter encore le budget en faveur de l'économie sociale et solidaire (ESS)

FONCIER / LOGEMENT / HABITAT

- Evaluation de la performance thermique du programme de réhabilitation thermique des logements RHEA HLM, en concertation avec les locataires
- Lancement d'un partenariat financier stratégique avec la Fondation « Terre de liens » pour démultiplier le programme régional d'aides aux communes en faveur de la préservation des terres agricoles

SANTÉ / ALIMENTATION

- Faire reconnaître dans les actes « la qualité du service public régional de la restauration des lycéens » comme une **priorité politique**, au même titre que la qualité des transports régionaux. Optimiser les moyens d'action.
- Mise en place d'une étude sur souveraineté alimentaire en PACA

TRANSPORTS / ÉCO-MOBILITÉ

- Augmentation du nombre de trains sur certains axes
- Réouvertures de lignes - Ouverture de la virgule d'Avignon et de la liaison ferrée avec Carpentras, cadencement à 20 mns de la ligne Marseille-Aubagne, rétablissement de relations transfrontalières directes à Vintimille et Cuneo
- Triplement de la capacité du raccordement ferré du port de Fos, implication de la Région dans la desserte en fret ferroviaire du territoire régional
- Poursuite de notre action contre l'aménagement de la zone du Caban avec le percement de la voie fluviale
- Mise en œuvre de la 2^e phase de la réforme tarifaire : tarification zonale intermodale type « Pass Navigo » : titres uniques pour les abonnements et les carnets de voyages, pass journaliers et événementiels achetables par internet
- Mise en place de Maisons du vélo à Aix-en-Provence, Aubagne, Avignon...
- **Faire encore diminuer le budget routes de la Région au profit de politiques plus écologiques !**

ÉNERGIE / DVPT SOUTENABLE

- Mise en place d'un **opérateur régional énergétique pour porter des opérations de maîtrise de demande énergétique et soutenir des projets locaux d'énergie renouvelable.**
- Mise en place des actions issues du PCER et du SRCAE pour une transition énergétique
- Exemplarité de l'institution en matière de fourniture énergétique en passant un contrat avec Enercoop paca
- Création d'agences locales de l'énergie et du climat
- Création de postes d'économies de flux dans les lycées
- Mise en place d'appels à projets sur les économies d'eau
- Etude pour la création de 3 nouveaux Parc Naturels Régionaux : Sainte Baume, Ventoux et Baronnies
- Mise en place d'un plan d'action sur la biodiversité



<http://paca.elus-ecologistes.fr>